

QU'ENTEND-ON EXACTEMENT PAR VOL D'IDENTITÉ ?

On parle de vol d'identité lorsqu'une autre personne utilise à votre insu vos nom, adresse, numéro de sécurité sociale (SSN) et/ou numéro de compte bancaire ou de carte de crédit, ou toute autre preuve d'identité, afin d'ouvrir des comptes, commettre des fraudes ou autres activités criminelles.

QUELLES SONT LES MESURES À PRENDRE IMMÉDIATEMENT SI VOUS ÊTES VICTIME D'UN VOL D'IDENTITÉ ?

Si vous êtes victime d'un vol d'identité, prenez les mesures ci-dessous dès que possible, créez un dossier avec les détails de vos conversations et une copie de toute lettre relative à votre cas.

1. Placez une alerte de fraude sur vos rapports de solvabilité, et étudiez-les soigneusement.
2. Liquidez les comptes que vous savez avoir été (ou soupçonnez d'être) ouverts et/ou manipulés frauduleusement.
3. Portez plainte auprès de la police locale ou de celle de la communauté où le vol d'identité fut commis.
4. Portez plainte auprès de la Commission commerciale fédérale (la *Federal Trade Commission*).

VEUILLEZ CONTACTER :

Identity Theft Resource Center

Association sans but lucratif

PO Box 26833, San Diego, CA 92196

(858) 693-7935, du lun. au ven., de 9 à 17h00

Par e-mail : itrc@idtheftcenter.org

(Les lois changent d'un État à l'autre ; indiquez vos ville et État dans toute correspondance.)

RÉFÉRENCES IMPORTANTES AGENT CHARGÉ DU DOSSIER

(Nom)

(Bureau/Service)

(Numéro de téléphone)

(Numéro du dossier)

COORDINATEUR FÉDÉRAL POUR LES VICTIMES DE CRIMES

(Nom)

(Numéro de téléphone)

AUTRES INFORMATIONS

Informations à l'intention des victimes de crimes



Ministère de l'Intérieur des
États-Unis d'Amérique
Programme d'assistance aux victimes

1849 "C" St., NW
Mail Stop 7354
Washington, DC 20240

Tél. : 1-877-246-1373
Fax : 1-202-208-3421

E-mail : DOI_Watch_Office@ios.doi.gov

VOS DROITS EN TANT QUE VICTIME D'UN CRIME FÉDÉRAL

En tant que victime d'un crime fédéral, vous jouissez des droits suivants :

- ◇ Le droit à la protection – dans une mesure raisonnable – contre les actions éventuelles de l'accusé.
- ◇ Le droit d'être averti, de manière précise et raisonnable, et en temps utile de toute procédure judiciaire publique ou libération conditionnelle relative au crime, ainsi que de la libération ou de l'évasion de l'accusé.
- ◇ Le droit d'assister aux procédures judiciaires publiques, à moins que le Tribunal, après réception de preuves claires et probantes, détermine que le témoignage de la victime risque d'être matériellement compromis si la victime prenait connaissance d'autres témoignages lors des procédures.
- ◇ Le droit raisonnable à la parole lors de toute procédure publique du Tribunal fédéral de première instance concernant la libération, la négociation de peine, [ou] la condamnation, ainsi que toute procédure de libération conditionnelle.
- ◇ Le droit de conférer avec le procureur général chargé du dossier.
- ◇ Le droit à la restitution complète et rapide dans les mesures prévues par la loi.
- ◇ Le droit à une procédure sans délai déraisonnable.
- ◇ Le droit d'être traité(e) avec équité et respect de la dignité et la vie privée de la victime.

PRÉSENTATION DU PROGRAMME D'ASSISTANCE AUX VICTIMES

En tant que professionnels des forces de l'ordre fédérales, nous nous préoccupons des problèmes qui se manifestent souvent pour les victimes de crimes. Nous savons que ces personnes peuvent éprouver des sentiments de colère, de confusion, de frustration ou de peur.

Nous avons préparé les présentes informations pour vous aider à faire face aux problèmes et aux questions qui surviennent souvent en cours d'enquête et pour vous aider à mieux comprendre le fonctionnement du système de justice fédéral. Vous trouverez ici la description de vos droits en vertu de la loi fédérale et des services mis à votre disposition en tant que victime. Nous espérons que cette brochure vous sera utile et nous vous invitons à vous adresser à l'agent chargé du dossier, si vous avez des questions.

L'ENQUÊTE

Bien que les jours et mois à venir seront difficiles pour vous et votre famille, nous aurons encore besoin de votre aide pour faire en sorte que la justice suive son cours.

Au cours de l'enquête, vous serez tenu au courant de l'état de votre dossier si vous le demandez. Tout au long de cette procédure, votre principal contact sera l'agent chargé du dossier. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à les lui adresser dès que possible. Les enquêtes fédérales peuvent être complexes et longues ; elles peuvent impliquer plusieurs organisations, certaines fédérales, d'autres locales. Rappelez-vous que vos intérêts nous tiennent à cœur. Il est normal de se poser des questions et nous sommes là pour répondre aux vôtres.

SI VOUS FAITES L'OBJET DE MENACES OU DE HARCÈLEMENT

Si quelqu'un vous menace ou si vous estimez faire l'objet de harcèlement parce que vous coopérez avec les autorités dans le cadre de l'enquête, informez-en immédiatement l'agent chargé de votre dossier. Les menaces et le harcèlement sont passibles de peines supplémentaires. Par ailleurs, l'agent chargé de votre dossier peut vous informer des mesures de protection possibles, en cas de besoin.

SI VOUS AVEZ ÉTÉ BLESSÉ(E)

Si vous n'avez pas d'assurance pour rembourser vos frais médicaux, vous pourrez, sous certaines conditions, bénéficier des programmes d'indemnisation du « Crime Victim Compensation Fund ». Si l'auteur du crime est arrêté et condamné, vous pourrez revendiquer un dédommagement. Le dédommagement est un remboursement par les coupables, sur ordre du Tribunal, des frais divers encourus par vous en tant que victime. La loi fédérale exige que le juge décide de la question du dédommagement avant de prononcer la peine.

SI VOUS AVEZ ÉTÉ VICTIME DE VOL

Si l'on vous a volé des biens, nous espérons pouvoir les retrouver au cours de notre enquête. Dans ce cas, nous vous en informerons et ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ces biens vous soient restitués le plus rapidement possible. Dans certains cas, les biens retrouvés constituent des éléments de preuve. Ils sont alors conservés et maintenus en bon état jusqu'à ce que les autorités judiciaires ordonnent qu'ils vous soient rendus. Vous pouvez avoir droit à des dédommagements si les biens ne sont pas retrouvés ou pour couvrir le coût des réparations nécessaires pour les remettre en état.